

**Soudan du Sud - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Réunion ministérielle du Conseil de
sécurité**

(New York, 23 mars 2017)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à saluer la présence parmi nous aujourd'hui du ministre britannique des affaires étrangères, ainsi que l'initiative prise par la présidence britannique d'organiser cette réunion sur le Soudan du Sud.

Je souhaite également remercier les intervenants pour leurs présentations. Je tiens en particulier à saluer, Monsieur le Secrétaire général, la force de votre engagement personnel sur le Soudan du Sud. La France souscrit entièrement aux priorités que vous venez de nous exposer et vous soutient pleinement dans vos efforts pour favoriser le retour à la paix et à la stabilité dans ce pays meurtri.

Monsieur le Président,

Après trois ans de conflit, la situation au Soudan du Sud reste une source aiguë de préoccupation. Aux violences, aux atrocités, aux violations des droits de l'Homme dont souffrent les populations sud-soudanaises depuis bien trop longtemps s'ajoute désormais la famine, qui en est dans une large mesure la résultante.

Face à cette situation, nous ne pouvons pas et ne devons pas rester inactifs. Nous devons dès lors poursuivre trois objectifs :

1/. D'abord, la priorité doit être accordée à l'arrêt des hostilités et l'accès aux populations vulnérables.

La responsabilité en incombe à toutes les parties au conflit et en premier lieu à l'Armée populaire de Libération du Soudan et l'APLS-en-Opposition. Celles-ci doivent enfin respecter les multiples accords de cessez-le-feu qu'elles ont conclus et qu'elles violent pourtant sans cesse. L'émergence de milices et l'expansion des zones de combat rendent ce premier pas d'autant plus indispensable.

Cet arrêt des hostilités doit s'accompagner de la cessation immédiate des entraves imposées à

la MINUSS et aux acteurs humanitaires. Les attaques, les violences, le harcèlement, le pillage dont sont victimes les Casques bleus et les acteurs humanitaires sont contraires au droit international humanitaire. Nous saluons le courage et le dévouement de ces hommes et de ces femmes dans leurs efforts inlassables pour venir en aide aux populations les plus vulnérables. Ce Conseil doit clairement être prêt à adopter des sanctions contre tous ceux qui s'adonnent à ce type d'atteintes à leur encontre.

Nous regrettons par ailleurs vivement que la MINUSS comme les acteurs humanitaires soient l'objet de restrictions d'accès et d'entraves bureaucratiques dans leurs actions de protection et d'aide. Le gouvernement du Soudan du Sud doit tout mettre en oeuvre pour faire cesser ces obstructions, et pour faciliter le travail de ces acteurs.

Seuls des progrès sur ces deux fronts, la cessation des violences et la facilitation de l'accès humanitaire, permettront d'établir un environnement propice à un dialogue politique apaisé.

2/. J'en viens ainsi à mon deuxième point : la mise en oeuvre d'une solution politique. Il s'agit de la seule solution de long terme aux défis du pays.

À cet égard, les termes de la solution politique sont connus : il s'agit de l'accord de paix d'août 2015. Ce document donne une feuille de route à la fois globale et détaillée, qui doit être mise en oeuvre afin de faire retrouver au pays la sécurité et la stabilité. Nous saluons à cet égard l'action du JMEC sous votre conduite, Monsieur le Président Mogae. Il est essentiel de continuer le suivi de cet accord et de rappeler avec force leurs responsabilités au gouvernement de transition et d'unité nationale, qui est lui-même issu de cet accord, ainsi qu'à tous les acteurs sud-soudanais.

Là encore, Monsieur le Président, il est inacceptable que ceux qui se sont engagés à mettre en oeuvre ces mesures ne respectent pas leur parole.

Dans ce contexte, à l'instar de l'IGAD et de l'Union africaine, ce Conseil doit rappeler ses attentes concernant la mise en oeuvre des mesures prévues par cet accord de paix, y compris, et peut-être en premier lieu, dans le domaine sécuritaire.

Nous saluons donc l'engagement continu de l'IGAD et de l'Union africaine, en pleine coordination avec les Nations unies. La mission confiée au président Alpha Konaré de faire avancer la mise en oeuvre de l'accord et de favoriser l'inclusivité du dialogue national est à cet égard essentielle. Nous appelons toutes les parties à travailler avec lui dans ce but. Tout dialogue national serait en effet vain, voire contre-productif, s'il détournait la mise en oeuvre de l'accord de paix, s'il n'était pas pleinement inclusif et s'il n'était pas tenu selon des modalités assurant son autonomie, son impartialité, et la confiance de tous les participants.

Je souhaite à cet égard rappeler que la France estime que la mise en place d'un embargo sur les armes favoriserait la solution politique. En contraignant l'accès aux armes utilisées pour commettre des exactions contre les civils, un tel embargo contribuerait à la baisse du niveau de violence, favorisant ainsi un environnement propice à un dialogue politique apaisé.

3/. Enfin, et c'est là mon troisième point, nous devons nous rappeler que le cycle de la violence et de la souffrance ne peut être rompu que grâce à des progrès réels en matière de justice et de redevabilité.

Comme vous l'avez rappelé, Madame Sunday, les femmes ont souffert de manière disproportionnée dans ce conflit. L'utilisation du viol comme arme de guerre, abondamment documenté par les Nations unies, l'Union africaine et les organisations de la société civile, peut constituer un crime de guerre, voire un crime contre l'humanité. Les violences contre les enfants, ainsi que le recrutement d'enfants soldats, constituent des atteintes tout aussi révoltantes.

Face aux insuffisances actuelles de la lutte contre l'impunité au Soudan du Sud, nous devons rappeler aux auteurs de ces crimes qu'ils devront rendre des comptes. Nous pouvons participer à la prévention de tels crimes en envisageant la mise sous sanctions des individus qui les commettent ou les ordonnent. Nous devons aussi soutenir les efforts judiciaires de reddition de comptes. Là encore, l'accord de paix prévoit des mécanismes dans ce but, notamment la mise en place de la Cour hybride. Nous appelons à des progrès dans ce sens et réitérons nos encouragements aux travaux de l'Union africaine dans ce domaine, sans quoi la violence et les violations des droits de l'Homme ne pourront que se répéter encore et encore au Soudan du Sud.

Monsieur le Président,

Soyons lucides : la tragédie sud-soudanaise peut encore s'aggraver mais cette tragédie n'est pas une fatalité, si les parties assument leurs responsabilités et si ce Conseil reste pleinement mobilisé.

Je vous remercie./.